



↪ Ont participé ↩ à ce numéro

Stéphane Lachèvre, Pierre Hébert, Kamel Naroun, Stéphanie Mevel, François-Xavier Durand

Maison des Associations

En attendant la création d'une véritable Maison des Associations sur l'agglomération, le collectif qui porte ce projet s'est réuni pour faire le point des besoins en fonction des structures composant le collectif.

L'implantation au 6 de la rue de Carville (nouvelle préfecture) permettra d'accueillir de nouvelles "têtes" dont Attac ou le Planning Familial. Bien sûr, il reste quelques travaux à faire, mais ça va venir.

Café Politique

C'est le droit de vote des résidents étrangers que nous avons choisi pour notre premier café politique. Nous avons accueilli au bar du palais, outre Paul Oriol, notre intervenant, une quarantaine de personnes motivées.

L'horaire, pour inhabituel, n'en a pas moins permis un débat ouvert et intéressant. Nous reconduirons cette initiative le 04 mai sur le thème :

"quel temps de travail, pour quelle société ?"

Edito

Allègre ou l'unité syndicale retrouvée !

Il n'y pas à dire, Claude Allègre a réussi à lui tout seul une sacrée performance : permettre un mouvement unitaire des fédérations syndicales de l'éducation.

200 000 personnes (d'après la Police) dans les rues de France, ça fait beaucoup de mécontents. Il est vrai que le mépris exprimé par ce ministre contre l'ensemble du monde de l'éducation a laissé des traces.

Bien sûr le système éducatif a besoin d'évoluer dans un certain nombre de domaines, et les enseignants ne peuvent fixer seuls ces évolutions. Mais ce qui est sûr, c'est que cette évolution nécessite un climat de confiance entre le ministère et ses troupes, mais elle nécessite aussi un débat de fond, sur le rôle de l'éducation, les liens entre l'éducation et le privé, bref, notre projet de société.

Alors, Allègre, bœuf ou mamouth ? beauf ? bof !

Le projet soleil (accélérateur de particules) est caractéristique de la "méthode Allègre", si méthode il y a. Je fonce tout droit, et plus je vois le mur approcher plus j'accélère ! Voici donc un équipement scientifique de haut niveau, reconnu et utilisé par une communauté scientifique très large, et un ministre qui sans aucune consultation de ladite communauté décide de ne pas renouveler cet équipement. La situation est tellement caractéristique, que l'assemblée nationale vient de voter à l'unanimité un document de plusieurs centaines de pages défendant l'utilisation et la nécessité de cet instrument.

Il ne faudrait pourtant pas que le mamouth cache la forêt. La question du gel de l'emploi public est bien réelle et n'est pas, et de loin, le fait du seul Allègre.

Oui, il est désolant que l'Etat propose des règles de diminution du temps de travail et ne commence pas par se les appliquer. Certains même, de ses représentants annoncent publiquement que cette discussion est hors de propos.

Oui, il faut imposer des créations d'emplois aux entreprises qui, ne le cachons pas, ont pour beaucoup des situations financières exceptionnelles.

Non, l'Etat ne peut ni ne doit se contenter de créer des emplois précaires dits "emploi-jeunes", CES... Il y a là un décalage que nos concitoyens sentent bien, et qui s'exprime dans ce grand mouvement social en cours !

La pensée unique cherche à nous imposer un peu plus, chaque jour, l'idée de rentabilité des services publics, mais aussi à remettre en cause le statut des fonctionnaires. Nous devons résister à cette pression permanente, à ces discours d'experts appris dans quelques grandes écoles : le moule marche bien.

01 et 02 Avril : Week-end Jeune des Alternatifs

Les Alternatifs - Réseau Jeune 40 rue de Malte - 75011 Paris

Les Alternatifs organisent un week-end national pour les jeunes adhérents et sympathisants les 01 et 02 avril 2000.

Cette rencontre a pour but de permettre une première rencontre conviviale entre les adhérents et futures adhérents de diverses régions, de débattre du statut des jeunes dans la société (Chiche! et la JOC seront invités) de mettre en place le réseau jeunes alternatifs et de réfléchir à ses objectifs et aux moyens dont il disposera (bulletin de liaison, réunion de formation et de coordination, supplément régulier à Rouge et Vert, initiatives lors de l'université d'été etc.).

Le programme du week end est le suivant :

Samedi

10H00 rendez vous rue de Malte pour les lève-tôt et/ou ceux qui viennent de loin et seront déjà là, pour travailler sur le projet de bulletin de liaison et préparer un numéro zéro...

14H00 Débat sur la place des jeunes dans la société (le statut social des jeunes)

17H30 Pause... (bien méritée !)

18H00 Informations et débats sur la situation politique en Amérique Latine et au Venezuela en particulier (Animé par Temir Porrás, envoyé spécial au Venezuela)

19H30 Apéro puis repas

21H00 Au choix de chacun, petit programme de soirée sympa...

..H00 Dodo (pareil, c'est au choix !!!)

Dimanche

9H00 - retour au local, (café possible) débat sur le réseau jeune des alternatifs, pourquoi, comment, qui... (toutes les idées sont les bienvenues)

12H30 - repas... à voir

Intendance - Coté fric, le national prend en charge les frais de déplacements des participants (à voir au plus juste bien sûr !). Les provinciaux n'ont donc aucune excuse ! La bouffe reste à la charge des participants : c'est pas encore bien fixé, mais ça devrait taper entre 70 et 100 francs pour samedi soir plus dimanche midi. Enfin pour le logement, on essaie d'organiser un logement militant, donc si tu es parisien, tu peux m'appeler pour proposer des places, si t'es provincial et que t'as pas de logement parisien, tu peux me contacter... si possible un peu à l'avance bien sûr.

Pour plus d'infos, soirée 02 32 10 67 65 ou contact@alternatifs.org

Nantes noire de monde !

C'est samedi 5 février vers 15H00, que les collectifs anti-marée noire s'étaient donnés rendez-vous au centre de Nantes pour une manifestation que tous souhaitaient hors du commun. Et le pari fut tenu, avec 40 000 personnes dans les rues de la ville. Cette mobilisation exceptionnelle exprimait la détermination de toute une population pour que cette marée noire soit la dernière.

Les collectifs se battent actuellement sur deux terrains :

➤ TOTAL doit payer. La responsabilité financière et pénale des compagnies pétrolières, clairement établie, doit être engagée. Les jeunes qui taggent les murs peuvent être inculpés, pourquoi les compagnies qui taggent les plages ne le seraient pas ?

➤ Obtenir un calendrier précis pour traiter la catastrophe de l'ERIKA et changer les règles trop complaisantes du transport maritime mondial. La France a un discours ferme concernant la vache folle, il faut qu'elle en ait un aussi ferme concernant les pavillons de complaisance et le transport maritime.

Cette manifestation était une réussite, il nous faut pourtant rester vigilants et mobilisés pour que cette prise de conscience ne reste pas sans lendemain.

La grogne des enseignants

Le 10 février dernier, 80% d'enseignants du premier degré manifestaient leur mécontentement contre la carte scolaire que prévoyait l'Inspecteur Académique.

Depuis, la grogne ne cesse de monter non seulement dans le premier degré mais aussi dans tous les secteurs de l'Education nationale.

Depuis la rentrée des vacances de février, les enseignants revendiquent :

Le rétablissement des 57 postes de remplaçants supprimés en deux ans et les 11 prévus pour cette année.
Zéro retrait de poste par le ministère pour le département

Cela se concrétisait par la fermeture de 125 classes dont 77 étaient prévus dans les Zones d'Education Prioritaire (ZEP). Depuis la réunion du CDEN (Commission Départementale de l'Education Nationale) qui s'est tenue le mardi 13 mars, l'Inspecteur annonce un repli. De 65 postes supprimés initialement il veut bien passer à 40. Par conséquent, sur 125 fermetures de classes, il n'y en aurait plus que 73. Mais ce recul serait sans doute permis par un redéploiement national des postes du ministère : ainsi on satisfait très partiellement la Seine-Maritime, l'Hérault et le Gard au détriment d'autres départements.

Les élèves aujourd'hui ne sont plus au coeur du système éducatif mais bel et bien au centre du système capitaliste et comptable.

De même dans les collèges et dans les lycées le ministère réduit de façon importante les moyens. Concrètement la réforme appliquée dès cette année en seconde induit une réduction importante du temps d'enseignement dans toutes les matières.

Mais au delà de ces attaques quantitatives s'ajoutent les attaques qualitatives menées par le gouvernement contre l'Education nationale. En effet, comment faire un travail individualisé quand les classes sont surchargées ? Quel sera le rôle de l'enseignant quand on annonce, par le biais de *chartes*, le démantèlement du système éducatif en constituant des réseaux (Réseaux d'Unités Educatives - RUE, Réseaux d'Education Prioritaire - REP ...) mis en concurrence, et la précarisation de l'emploi (emplois jeunes, CES...) qui poursuivent le processus de privatisation entamé déjà par les sociétés de restauration ou de nettoyage ?

Ainsi dans le secondaire et plus précisément dans les Lycées Professionnels (LP), on assiste aujourd'hui à une "grande braderie" de l'Education au profit des entreprises. Il est annoncé clairement que les lycées professionnels ne serviront qu'à former les employés des entreprises du "bassin d'emplois" de proximité (*ex. : Barentin : formation Carrefour, Le Havre : formation Auchan*).

Aujourd'hui, il y a une véritable prise de conscience des enseignants, des parents et des citoyens que les conditions d'enseignement se dégradent année après année. On a pu voir plus de 5000 parents et enseignants manifester leurs mécontentements dans les rues de Rouen samedi 11 mars et plus de 25000 dans les rues de Nîmes, et encore 12000 personnes le 16 mars à Rouen.

Les parents et les enseignants ne se satisferont pas des miettes que le gouvernement décide de lacher, mais attendent une véritable remise à plat du rôle de l'Ecole publique pour ne pas y voir appliquer les critères de rentabilité avec lesquels les élèves seront certainement perdants !

ROUEN le 16 Mars 2000

Comme dans toute la France, la mobilisation du secteur éducatif était forte en cette journée ensoleillée : entre 10 000 et 12 000 personnes d'après la police, plus de 15 000 d'après les manifestants, ça ne s'était pas vu depuis le mouvement de 1995. Depuis le primaire jusqu'à l'université, tous les acteurs de l'éducation se sont mobilisés pour tirer le signal d'alarme : l'éducation nationale ne peut supporter une logique purement comptable et gestionnaire, la présence de personnel qualifié et avec un statut stable est nécessaire partout, et bien sûr, "y'en a marre du mamouth Allègre". Ce dernier n'a malheureusement pas encore été démissionné !

L'OMC lorgne sur l'école

Le CCCOMC (Collectif pour un Contrôle Citoyen de l'OMC) organisait le 17 mars une réunion publique sur le thème "L'OMC lorgne sur l'école" ou l'arrivée de la sphère privée dans l'éducation. En pleine mobilisation du monde de l'éducation, cette réunion tombait à pic pour faire le point !

Plus de 200 personnes avaient donc rejoint l'amphi Langevin de la fac de sciences pour écouter Nico Hirt brosser un tableau de la situation, en France et dans quelques autres pays.

Il a rappelé par quelques chiffres et citations, combien le domaine privé, l'OMC, l'OCDE ou la commission européenne attachent d'importance au domaine de l'éducation, et combien leur vision est loin d'une vision désintéressée ou altruiste.

Dans certains pays, la confiscation de l'éducation par des entreprises privées a déjà bien avancé (USA, GB,...) et pour le moment, la France résiste plutôt bien, et fait même office de "mauvais élève" dans ce domaine.

Pour autant, les attaques risquent de se multiplier dans les mois qui viennent... Vigilance donc !!!

Collectif " même sol : mêmes droits, même voix " de la région rouennaise.

*Si la citoyenneté ne se résume pas au droit de vote,
le droit de vote est partie intégrante de la citoyenneté.*

Ce collectif local a pour vocation de relayer sur la région rouennaise la campagne nationale pour l'obtention du droit de vote, aux élections locales, de tous les résidents étrangers en France, dans les mêmes conditions que celles prévues actuellement pour les résidents de l'Union Européenne.

Le groupe de Rouen des Alternatifs participe évidemment à ce collectif.

Une réunion de celui-ci s'est tenue le 6 mars dernier pour préparer une réunion publique à laquelle participeront Mouloud AOUNIT, secrétaire général du MRAP, Catherine WHITOL de WENDEN, juriste de la Ligue des Droits de l'Homme et un responsable national de Ras l'front. De plus, une conférence de presse du collectif aura lieu le mercredi 29 mars à la Halle aux Toiles.

Jeudi 06 avril 2000 - 20H00 - MJC Rouen Gauche (M° St Sever)

Réunion publique : *Droit de vote aux élections locales pour tous les résidents étrangers*

Renseignements auprès du Collectif "même sol, même droits, même voix" : 02 35 98 56 25

01 et 02 avril 2000

Week end jeune des Alternatifs

40 rue de Malte 75011 Paris

Café Politique :

Quel temps de travail pour quelle société ?

Jeudi 04 Mai - 18H30 - Bar du Palais

30 juin et 01 juillet,

rassemblement à Millau en soutien aux paysans de la Confédération Paysanne inculpés pour le démontage du MacCrado.

Objectif : doubler la population de Millau (20 000 habitants) et faire le procès de la mondialisation libérale.

Départs en car de Rouen... plus d'infos à venir.

-- Pour nous lire... et/ou nous soutenir --

Pour nous contacter :

Alternatifs 76

205 rue St Julien

76100 Rouen

Alternatifs.Rouen@lemel.fr

http://perso.wanadoo.fr/alternatifs

Vous souhaitez recevoir La Seine Alternative (5 numéros / an) ?

NOM : Prénom :

Rue :

Code Postal : Ville

Téléphone : Mél :

Tarif : 50 Frs (chômeurs/étudiants : 30 Frs)

Tarif Soutien : 100 Frs (ou plus... Ordre : Alternatifs 76)

Pour recevoir Rouge et Vert : téléphone : 01 43 57 44 80 ou mél : contact@alternatifs.org